



«Les minorités linguistiques, c'est mon «core business»»

Lors de son année présidentielle, Ignazio Cassis prévoit de rester davantage en Suisse et de faire venir ses hôtes étrangers dans notre pays, si la situation épidémiologique le permet.

● Le conseiller fédéral Ignazio Cassis se confie alors qu'il embrasse pour la première fois la fonction de président de la Confédération.

TEXTE: NICOLE LAMON, LISE BAILLAT
nicole.lamont@lematindimanche.ch
lise.baillat@lematindimanche.ch

PHOTOS: YVAIN GENEVAY

Votre année présidentielle sera réussie si...

... si mes collègues sont satisfaits de ma conduite des séances, tout d'abord. Cela semble banal, mais c'est la première tâche du président: veiller au bon fonctionnement du Conseil fédéral pour qu'il puisse trouver des compromis et prendre les meilleures décisions possibles. Ensuite, elle sera réussie si je contribue à davantage de cohésion nationale en cette période difficile où l'on sent la montée de forces polarisantes. Enfin, si on réapprend à vivre la diversité des cultures et des langues comme une richesse. Et non comme une confrontation.

Juste après votre élection, vous avez remercié votre épouse Paola pour sa patience. Elle vous attend souvent?

Mon épouse doit accepter que je sois souvent absent et que je passe des heures à travailler à la maison le week-end quand je rentre au Tessin. Alors qu'elle préférerait bien sûr qu'on passe du temps ensemble ou qu'on aille se promener par exemple. Cela demande beaucoup de patience et d'amour. Et je lui en suis très reconnaissant.

«Je souhaite aussi que la politique extérieure se fasse au-delà des lieux dédiés que sont Berne et Genève.»

Ignazio Cassis, chef du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et président de la Confédération

Est-ce qu'en 2022, on va retrouver l'homme rieur et populaire qu'on a connu à vos débuts au parlement? On a l'impression que vous êtes désormais plus fermé. J'aimerais bien rajeunir (*rires*)... mais hélas le temps passe et j'ai quinze ans de plus que lors de mon arrivée au parlement. Mais je vous rassure: ma personnalité est restée la même. J'ai simplement dû m'adapter à la fonction de conseiller fédéral et à la charge qu'elle impose. Je n'ai plus les mêmes libertés que lorsque j'étais conseiller national. →

«J'ai toujours été le médecin de ma famille»

La population est de plus en plus divisée, entre vaccinés et non-vaccinés. Comment pouvez-vous réunir les Suisses?

Je perçois ces divisions, et c'est précisément pour cela que je continuerai de m'engager pour la cohésion nationale. Concrètement, je veux être à l'écoute de la population, expliquer sur le terrain les décisions du Conseil fédéral. Je le ferai avec mon langage, celui d'un médecin qui peut mettre sa crédibilité au service du message.

Vous sentez cette hostilité d'une partie des gens envers le gouvernement, cela vous oppresse?

Bien sûr, je la ressens très directement, très intimement. C'est une minorité bruyante qu'il faut prendre en compte et ne pas dénigrer. Je préconise comme toujours le dialogue. On constate également cette irritation au parlement, dans les commissions. Mais aussi au travers des recours contre les décisions populaires. On sent que ça prend aux tripes, ce qui est probablement lié à la fatigue.

On sent aussi les divisions au sein des familles. Avez-vous eu des proches fâchés contre le gouvernement autour de la table de Noël?

Non. J'essaie toujours d'écouter et ne pas juger les personnes en colère, mais dans ma famille je n'ai pas eu de discussion farouche. Nous sommes tous vaccinés.

Vous êtes le médecin de la famille, vous serez celui de la Suisse?

J'ai toujours été le médecin de ma famille, même quand j'étais au parlement et aujourd'hui au Conseil fédéral. Quant à la Suisse, elle dispose heureusement de nombreux médecins d'excellente qualité.

Le contexte Covid va peser sur le moral de l'année présidentielle?

C'est vrai, et décembre nous a encore montré qu'on n'était pas au bout du tunnel. L'année commence par une situation épidémiologique plus grave qu'espéré il y a seulement quelques semaines. Je serai le troisième président à me dédier en grande partie à ce thème. Mais c'est important, d'autant que la solidarité du début a fait place à une période de grande fatigue pour tout le monde.

Tout le monde en a marre, mais vous avez promis des surprises. Vous allez nous redonner le sourire?

Je l'espère, oui. Il me tient à cœur de créer de la proximité, notamment avec des séances extra-muros du Conseil fédéral, qui relieront Genève au Val Mustair. Sans compter la course d'école du gouvernement qui se fera probablement au Tessin. Je souhaite aussi que la politique extérieure se fasse au-delà des lieux dédiés que sont Berne et Genève. Par exemple au travers de rencontres dans d'autres villes, plus petites, moins habituelles. Le Covid décidera si c'est possible.

La dernière fois qu'un chef du DFAE a été président, c'était Didier Burkhalter en 2014, une année réussie. Ça vous met sous pression?

On ne peut jamais comparer deux années de présidence. En 2014, Didier Burkhalter était en même temps à la tête de l'OSCE, justement l'année où la guerre a éclaté entre la Russie et l'Ukraine. On verra bien quelles surprises nous réservera l'actualité de 2022 et quel rôle la Suisse y jouera. Quoi qu'il en soit, il m'importe de rester fidèle à mes convictions, même durant mon année présidentielle.

La présidence, c'est l'occasion de rencontres internationales. Ce sera plus difficile avec le Covid?

Comme chef du DFAE, je suis souvent à l'étranger pour représenter la Suisse. Alors que mes collègues peuvent voir la présidence comme une occasion de voyager, je la vois plutôt comme une opportunité de rester davantage en Suisse. De faire venir

Ignazio Cassis sera le troisième président de la Confédération sous l'ère du Covid.



«Je me bats à tous les niveaux pour la diversité.

Au départ, c'était un peu comme se battre contre des moulins à vent. Mais avec le temps, ça paie.»

Ignazio Cassis, président de la Confédération

des hôtes chez nous, dans des villes moins connues.

Hormis la Genève internationale, on vous voit peu en Suisse romande. Vous ne nous aimez pas?

Au contraire! J'aime beaucoup la Suisse romande, j'y ai d'ailleurs vécu une partie de ma vie. Je m'y rends souvent en tant que conseiller fédéral. Par exemple à Neuchâtel, Lausanne, Montreux, ou récem-

ment à Fribourg, pour la visite du cardinal Parolin, le secrétaire d'État du Vatican. Et je m'y rendrai souvent ces prochains mois. Le but est de n'exclure aucune région de Suisse, c'est d'ailleurs la réflexion que je mène pour la fête nationale.

Vous nous annoncez un marathon du 1^{er} Août?

J'ai déjà fait ça en 2020, mais c'est encore plus important comme président. J'essaierai de me rendre dans les quatre régions linguistiques du pays. D'ailleurs, je veux m'engager davantage en faveur des minorités linguistiques. Sur la scène internationale concrètement, j'essaie de parler davantage le français, au détriment de l'anglais. Lorsque j'entends parler la langue de Shakespeare lors des apéros de l'Organisation internationale de la francophonie, cela me désole.

Promouvoir les femmes ou les minorités sexuelles, c'est tendance. Les minorités linguistiques, n'est-ce pas un peu has been?

C'est peut-être moins à la mode, mais c'est mon «core business». C'est un combat que je mène depuis toujours et je ne vais pas le lâcher. Car il s'agit là de la véritable richesse de la Suisse, du moteur de son innovation. Mais la promotion des femmes me tient également à cœur: durant mon mandat, j'ai nommé quatre femmes parmi les six postes de direction au sein de mon département.

En Suisse, c'est surtout une lutte que les Latins sont en train de perdre?

L'engagement pour cette diversité en reste parfois aux discours, car on estime souvent que c'est acquis. Dans la Berne fédérale, cela se traduit par une attention quotidienne,



«C'est facile de dire «y'a qu'à». Je ne suis pas le premier

à m'occuper du dossier européen.»

En dates

1961

Naissance à Sessa, au Tessin, de parents italiens.

1976

Naturalisation suisse.

1996

Médecin cantonal du Tessin jusqu'en 2008.

2007

Élection au Conseil national, où il devient chef du groupe PLR en 2015.

2017

Élection au Conseil fédéral, où il prend la tête du Département fédéral des affaires étrangères.

2022

Assume la présidence tournante de la Confédération.

Suisse. La situation est donc complexe, et il faut désormais élever les discussions. Les tenir au niveau politique, et non plus au niveau technocratique. Je reste confiant, mais cela prendra du temps.

Est-ce qu'on peut vraiment se permettre de prendre ce temps? Les Bilatérales s'érodent, la pénurie d'électricité guette?

On a le temps qu'on décidera d'avoir. La décision du Conseil fédéral de renoncer à l'accord-cadre a un prix, tout comme l'accord-cadre aurait eu le sien. Rien n'est gratuit. Le temps nous permettra de mesurer quelles sont les vraies conséquences de nos décisions.

«Le plus difficile est de réussir à bien se comprendre. Ce n'est rien mais c'est tout.»

Lors de votre prochain échange avec le vice-président de la Commission européenne Maros Šefčovič, il ne s'agira alors que de politesse?

L'agenda politique de l'UE n'a pas changé. La Suisse est en train de redéfinir son propre agenda. Comme le WEF a été annulé, nous recherchons une nouvelle date pour notre prochaine rencontre. Lorsque nous nous verrons, nous allons croiser nos agendas pour voir comment avancer et dans quelle direction.

Qu'est-ce qui est le plus difficile dans votre métier?

Réussir à bien se comprendre, simplement. Ce n'est rien mais c'est tout. On en discutait justement avec Alain Berset, le jour de l'élection à la présidence. On s'est rendu compte que quand les discussions sont sérieuses, importantes, tendues, on passe tous deux à l'allemand, lui comme moi. Pour être certains d'être bien compris.

Enfin, la Suisse est une anarchie qui fonctionne?

Ce n'est pas le bon mot. Notre gouvernement n'a jamais changé depuis 1848; seuls les membres changent et c'est unique au monde. Cela donne à la Suisse une stabilité exceptionnelle, mais qui exige beaucoup de compréhension mutuelle et de tolérance à la frustration, ce qui est peu à la mode. Tout compte fait, je crois que seul un anthropologue saurait décrire le système suisse.

«Je veux que la polarisation n'entre pas au Conseil fédéral»

Quelle sera la marque Cassis au Conseil fédéral, vous allez changer le café des séances?

(Rires)... mon style sera celui du médecin que je suis, très structuré. Il ne s'éloignera pas des règles non écrites du gouvernement. Et l'intelligence sociale compte aussi beaucoup: je vais chercher le dialogue avec mes collègues pour affiner et assouplir nos discussions et ainsi trouver des compromis. Je veux tout faire pour que la polarisation qui menace la société n'entre pas au Conseil fédéral.

Avez-vous cultivé des amitiés particulières au gouvernement?

La relation entre nous tous est agréable. On se téléphone volontiers, on échange ouvertement. Les alliances se font réellement dossier par dossier. Et notre idée de base est rarement acceptée telle quelle.

La réélection du Conseil fédéral fin 2023, les spéculations autour de la perte d'un siège radical, ça crispe l'ambiance?

Nous suivons tous ce débat, mais nous n'en parlons pas entre nous. Mon but, c'est de faire au mieux mon travail et de m'y consacrer à 100%. Je ne peux pas me permettre de perdre mon énergie et mon temps pour ces questions.



dans la composition des commissions, des entreprises para-étatiques, etc. Je me bats à tous les niveaux pour la diversité. Au départ, c'était un peu comme se battre contre des moulins à vent. Mais avec le temps, ça paie: je reçois de plus en plus de documents en italien dans mon département et les cours d'italien ont doublé. En quatre ans au Conseil fédéral, je constate des progrès mais il me faudrait au moins quarante ans pour arriver là où je veux (rires)!

Pourtant, il y a trois Latins au Conseil fédéral et plusieurs de vos collègues parlent italien. Vous vous sentez seul?

Même si je parle plusieurs langues, ma culture est tessinoise. Je suis tombé amoureux sur des chansons italiennes, pas allemandes ou françaises. Mes émotions viennent de la culture italienne. Je lis le monde différemment qu'un Romand ou un Alémanique, rien de moins. C'est ça qui fait la complexité de la Suisse, mais aussi toute sa richesse. Si la diplomatie suisse est reconnue, c'est parce que nous avons dû - déjà à l'intérieur du pays - ap-

«Lorsque j'entends parler la langue de Shakespeare lors des apéros de l'Organisation internationale de la francophonie, cela me désole.»

prendre comment d'autres cultures fonctionnent. Si nos diplomates comprennent mieux que d'autres pourquoi certains pays ne s'entendent pas, c'est parce que nous avons une compréhension de la diversité que d'autres ont moins eu l'occasion de cultiver.

Entre Berne et Bruxelles, cette compréhension n'est pourtant pas évidente, en ce moment.

On doit prendre un certain recul historique et se demander pourquoi la Suisse existe:

nous nous sommes construits au beau milieu, mais aussi contre les pouvoirs qui nous entourent. Ça fait tellement partie de notre identité que cela rend toute solution institutionnelle complexe. Il faut donc avoir beaucoup de respect pour le temps nécessaire à notre rapprochement. La tapisserie qui se trouve à l'ambassade de Suisse à Paris est un beau symbole, avec 200 personnes qui représentent l'immense diversité de la petite Suisse, qui vient en 1663 confirmer à Louis XIV la paix perpétuelle. Nous avons toujours lutté contre la concentration du pouvoir.

C'est votre façon de nous avertir qu'il n'y aura aucun progrès avec l'UE en 2022?

Non, mais c'est facile de dire «y'a qu'à». Je ne suis pas le premier à m'occuper du dossier européen. L'accord institutionnel n'était pas acceptable pour le Conseil fédéral. Nous cherchons donc à proposer un pas plus petit, qui ira moins loin mais qui nous permette de conserver les accords bilatéraux. D'autre part, le Brexit a diminué la flexibilité de Bruxelles envers la